

CIBLE

Groucho Marx

La ratification du traité de Maastricht ouvre au Parlement et dans l'opinion un débat qui promet d'être confus. Nous entrons en effet dans une situation qui fait songer à la célèbre boutade de Groucho Marx : la réponse est non (elle peut être aussi bien positive) mais quelle est la question ?

Certes, les points de droit soulevés par le Conseil Constitutionnel situent clairement le débat juridique. Mais les enjeux politiques restent obscurs puisque nous ne savons pas s'il s'agit de « faire l'Europe » (et laquelle) ou de défendre, par divers biais, le rang et les intérêts de notre nation.

Pendant des années, les déclarations de bonnes intentions et les ambiguïtés volontairement entretenues pour des raisons diplomatiques ont créé dans l'opinion publique des doutes et des malaises dont le milieu dirigeant a sous-estimé l'ampleur et que le débat sur la ratification risque d'aggraver.

La crise de l'identité nationale entre dans une nouvelle phase - qu'un pouvoir politique en crise est mal armé pour affronter.

GOUVERNEMENT

Onze mois à tirer !



Royalisme

Notre congrès

(p. 2/3)

Témoignage

Pourquoi Khomeyni ?

(p. 6/7)

M 2242 - 578 - 15,00 F



Le 11^e Congrès de la N.A.R.

Le Congrès annuel des adhérents de la N.A.R. s'est réuni à Paris les 4 et 5 avril derniers. Deux thèmes avaient été retenus pour le travail des commissions : « Quelle souveraineté pour la France dans l'Europe de demain ? » et « La participation des citoyens à la vie démocratique ». Nous publions ici l'ensemble des textes (motions et déclaration de politique générale) qui ont été adoptés par le Congrès.

Déclaration de politique générale

La France est entrée dans une crise politique qui concerne à la fois la prise de décision, les responsables des différentes formations, et la représentation nationale. Cette crise est aggravée par la logique déstabilisante des médias, qui tendent à usurper les principales fonctions politiques, et par le recours systématique à des sondages d'opinion qui affectent les principes mêmes de la vie démocratique.

Cette crise n'a pu être compensée par l'activité gouvernementale, et a été envenimée par les rivalités internes au parti dominant, par le défaitisme et les calculs de certains de ses responsables, et par l'incapacité des socialistes à présenter aux Français leur projet. Les succès électoraux du national-populisme et des partis écologistes n'ont fait que souligner l'ampleur et la gravité du malaise.

Cette crise politique majeure s'accompagne d'un sentiment de perte de l'identité nationale et d'une inquiétude quant à l'avenir de la France dans l'Europe de Maastricht. Sans offrir la moindre solution politique, mais en diffusant une idéologie contraire à l'État de droit, le national-populisme augmente les angoisses qu'il prétend apaiser. L'écologisme, pour sa part, n'offre que des réponses partielles à des questions politiques que l'idée de nature ne permet pas d'envisager.

Face à cette crise, à ces doutes et aux illusions entretenues par les mouvements protestataires, la *Nouvelle Action Royaliste* souligne la nécessité de présenter aux Français un grand projet pour le pays. Pour demeurer fidèle à la vocation traditionnelle de la France en Europe et dans le monde, pour restaurer la confiance dans la démocratie représentative, pour renouer avec le dynamisme économique et la volonté de justice sociale, la *Nouvelle Action Royaliste* :

- tient à ce que soit réaffirmé le rôle décisif que notre pays doit jouer dans le concert européen, qu'il s'agisse des Douze, des divers organismes de la coopération européenne ou, plus largement, de la Confédération européenne qui est appelée à voir le jour. De même, la nécessité pour notre pays de tenir son rang mondial implique notamment une action décidée au Proche-Orient, dans les relations Nord-Sud et une résistance nette aux prétentions américaines à l'hégémonie ;

- estime nécessaire que soit envisagée dans les meilleurs délais une réforme de la représentation nationale qui suppose d'une part l'élection du Sénat à la proportionnelle intégrale, d'autre part un développement de la démocratie participative ;

- souhaite que les partis politiques français de droite et de gauche renouent avec la réflexion et le débat et redeviennent des

forces de proposition -chacun selon la tradition qui lui est propre ;

- rappelle l'impérieuse nécessité d'une réorientation de l'ensemble de notre politique économique afin que soit relancée la dynamique industrielle et que soient dégagés les moyens de la justice sociale ;

- souligne une nouvelle fois l'importance de la politique d'intégration, pour les immigrés et les personnes issues de l'immigration comme pour tous ceux qui ont été exclus par les progrès techniques et par les logiques du « marché » ;

- demande instamment que soit abandonnée l'idée de toute réduction de la durée du mandat présidentiel. Pour affronter la crise politique qu'elle traverse, pour réaffirmer sa présence en Europe et dans le monde, la France a au contraire besoin de continuité et d'autonomie du pouvoir politique.

Ce sont ces mêmes principes de continuité et d'indépendance de l'État qui se retrouvent dans le projet royaliste. Mieux assurés par la légitimité historique, plus nettement incarnés par la symbolique royale, ils permettraient le dépassement paisible des crises que traverse notre pays par la meilleure garantie qui serait donnée à l'unité nationale et à la vocation arbitrale du chef de l'État.

Souveraineté nationale

Consciente de la portée du traité signé à Maastricht en ce qui concerne le principe essentiel de la souveraineté nationale, les dispositions constitutionnelles majeures et la vie économique et sociale en France, la *Nouvelle Action royaliste* regrette que des déclarations ministérielles confuses ou contradictoires aient voilé dans un premier temps le sens des accords signés. Sans pour autant réduire les enjeux, la *NAR* rappelle surtout que l'organisation qui va tenter de s'édifier sur la base des traités de Maastricht ne saurait être présentée comme pleinement européenne : l'Europe dont il est question regroupe juridiquement douze pays, mais onze seulement lorsqu'il s'agit de politique sociale, dix dans le cadre du système monétaire européen, vingt-sept dans le *Conseil de l'Europe* et dix-neuf pour le projet *Eurêka*. Une Europe multiforme continuera d'exister, qui se complique d'écarts de développement qui sont inquiétants entre le Nord et le Sud, et dramatiques entre l'Est et l'Ouest.

Quant à l'union politique, la *NAR* en accepte le projet si cette union :

- inscrit les relations franco-allemandes dans une logique de coopération européenne assez cohérente pour que la puissance de l'Allemagne unifiée soit maîtrisée, aussi bien dans le domaine économique que dans l'ordre politique ;

- permet à la France de maintenir son rang dans le monde, selon la vocation qui est la sienne et dans tous les domaines où elle a toujours été présente ;

- n'empêche pas la France de jouer son rôle spécifique et majeur dans le concert européen, non seulement pour défendre ses intérêts nationaux, mais aussi pour faire prévaloir le souci d'équilibre qui est traditionnellement le sien.

Telles sont les trois conditions, implicites ou non, qui doivent être posées en préalable à toute décision dans le domaine de la politique étrangère commune et d'une éventuelle politique de défense commune - dès lors que les moyens nucléaires français se trouveraient concernés. Dans le domaine diplomatique, la *NAR* regrette très vivement que la première décision collective, quant à la reconnaissance de la Croatie, ait consisté à s'aligner sur l'initia-

tive allemande.

Ces points capitaux soulignés, la *NAR* approuve dans leurs principes les autres dispositions du traité d'union politique, notamment le rôle prééminent qui est reconnu au Conseil politique par rapport à la Commission et les dispositions concernant la citoyenneté européenne. Elle ajoute cependant que la participation aux élections locales des ressortissants de la Communauté européenne ne serait pas acceptable si elle n'ouvrait des droits identiques pour l'ensemble des résidents étrangers sur le territoire national. Elle souligne enfin qu'il est urgent que l'Allemagne abandonne les principes racialisants qui inspirent sa conception de la nationalité au profit d'une législation reconnaissant le droit du sol.

En ce qui concerne l'union économique et monétaire, la *NAR* insiste sur le fait qu'elle doit être conçue par la France non comme une fin, mais comme le moyen de retrouver une part de sa souveraineté sur le plan de la politique monétaire aujourd'hui dominée par le mark. La *NAR* se doit de rappeler le coût économique et social du système monétaire européen et conteste les critères retenus pour l'entrée dans l'union monétaire : inspirés par une idéologie « libérale » dont le caractère illusoire ou pernicieux n'a cessé d'être démontré, les critères de stabilité des prix, d'équilibre budgétaire etc., laissent à la France une trop faible marge de manœuvre et risquent d'avoir des effets négatifs sur son propre développement industriel et sur le niveau et les conditions de l'emploi.

La *NAR* s'inquiète enfin de voir la France s'engager dans une politique qui suppose une volonté sans faille et le goût du pari sans que le pouvoir politique dispose des moyens de la continuité. La logique de Maastricht pourrait alors avoir des effets désastreux sur la souveraineté de notre nation, affirmée dès le début de son histoire, et sans laquelle il n'y a pas de liberté pour les citoyens.

La *NAR* réaffirme enfin sa pleine adhésion au projet de confédération européenne, qui exprime l'unité profonde de notre continent, et qui peut assurer à l'Europe tout entière le développement paisible qui lui est nécessaire.

La participation des citoyens

Face aux réactions anti-politiques et anti-parlementaires, la *Nouvelle Action royaliste* tient à affirmer son adhésion aux principes et aux procédures de la démocratie représentative avec d'autant plus de force que ce régime s'est fondé dans notre pays sous l'égide de la monarchie, de 1789 à 1792, puis, au lendemain du premier empire, avec le retour à la royauté.

Soucieuse du discrédit qui pèse sur les fonctions électives, et des effets pervers du discours sur la « crise de la représentation », la *NAR* tient à souligner que :

- la représentation nationale n'a jamais été mieux assurée que sous la 5^e République puisque les majorités qui se succèdent respectent les clivages initiaux, alors que les groupes des assemblées de la 3^e et de la 4^e République concluaient entre eux des compromis et décidaient des renversements d'alliances sans aucun égard pour la volonté des électeurs ;

- les droits du Parlement méritent d'être développés, afin que les députés puissent davantage jouer le rôle de législateur pour lequel il ont été élus, par exemple en introduisant un meilleur équilibre dans la composition de l'ordre du jour entre les projets de gouvernement et les propositions du Parlement ;

- cette fonction législative serait mieux perçue, et la tâche des hommes politiques serait mieux comprise, si les députés se comportaient avant tout comme des représentants de la nation, selon notre tradition bicentenaire, et non comme des gestionnaires d'intérêts locaux ;

- en outre, la représentation nationale donnerait une image plus fidèle de notre pays si le Sénat, devenu le pâle reflet d'une société datée, devenait une chambre civique, élue à la proportionnelle intégrale afin que soit élargi l'espace public de la réflexion et du dialogue.

C'est parce qu'elle souhaite le renforcement et l'élargissement de la démocratie représentative que la *NAR* met en garde contre deux illusions qui, paraissant la conforter, portent gravement atteinte à ses principes : d'une part le recours permanent aux sondages d'opinion, dont le caractère non-scientifique est avéré, ne saurait être confondu avec l'expression de l'opinion publique

et ne devrait pas être considéré comme une remise en cause de la légitimité des élus ; d'autre part, l'idée séduisante de la démocratie directe, dernier avatar de la théorie de la volonté générale, risque de détruire ou d'amoindrir l'état de droit, dans la mesure où les principes fondamentaux de ce dernier pourraient être remis en question par un élargissement excessif du champ référendaire au niveau national.

Une représentation fidèle et équilibrée est la première condition de la participation des citoyens à la vie politique. La deuxième est la vitalité des partis politiques. A l'encontre de la démagogie ambiante, la *NAR* souligne que ni les groupes de pression ni les personnes rangées dans la catégorie des « socio-professionnels », qui ont leur représentation et leurs modes d'action spécifiques, ne doivent se substituer aux partis politiques qui représentent quant à eux les grandes familles d'esprit du pays, qui sont seuls capables de faire des propositions visant à l'intérêt général et qui ont la charge d'animer le débat démocratique. C'est parce que les partis n'ont pas rempli cette triple fonction qu'ils sont délaissés. C'est en étant fidèles à leur tradition intellectuelle, c'est en redevenant des forces de propositions, c'est en jouant leur rôle dans la pédagogie civique qu'ils retrouveront leur crédit auprès des citoyens et qu'ils feront reculer l'abstention.

Attachée à la revalorisation de l'ensemble de l'espace public, la *NAR* ne saurait sous-estimer l'engagement des citoyens dans des causes spécifiques et sur le terrain local notamment sous forme de référendum dans les domaines qui relèvent de la compétence locale. Inscrite quant à elle dans le combat que mènent plusieurs centaines d'associations et de mouvements pour l'intégration, ayant soutenu et soutenant nombre de luttes pour la défense de l'environnement rural et urbain, favorable à la décentralisation, la *NAR* souhaite un développement de la démocratie participative dans ces divers domaines - tout en rappelant les principes d'arbitrage et d'indépendance du représentant de l'État lesquels principes doivent présider à une vie démocratique mieux assurée.

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : 11^{ème} Congrès - p. 3 : 11^{ème} congrès - p. 4 : Le Shalom de Juan Carlos - Brèves - p. 5 : Clinnock et Kinton - p. 6/7 : Des palais du Chah aux prisons de la révolution - p. 8 : Mémoire du peuple - L'esprit en révolte - p. 9 : Idées - p. 10 : Rousault - Un diable au service de l'État ? - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : Pour les onze mois qui restent

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

■ **DANEMARK** : A la veille de la célébration de leurs noces d'argent - le 10 juin prochain - la reine Margrethe II et le prince consort Henrik de Danemark ont reçu quelques journalistes de la presse internationale au palais d'Amalienborg à Copenhague. Interrogée sur le rôle que pouvait encore jouer la monarchie dans une Europe unie, la reine Margrethe II souligna « l'un des aspects essentiels de l'institution royale : être un point d'ancrage pour le pays. Alors que les peuples d'Europe témoignent d'un souci grandissant de leur identité propre, de leurs racines, la monarchie leur offre sa capacité d'incarner la nation et d'en être un utile point d'identification ». Les vingt-cinq ans de mariage de la reine avec l'aristocrate français Henri de Laborde de Monpezat seront célébrés selon la tradition danoise - selon les propres termes de la souveraine - « entre amis, avec la famille comme le font tous les Danois en pareille occasion, mais dans notre situation, cela signifie avec le pays tout entier ».

■ **ÉTHIOPIE** : Dans un entretien au quotidien espagnol *ABC*, le fils du dernier empereur Haïlé Sélassié, Amha Sélassié annonce son prochain retour à Addis Abeba « pour préparer l'enterrement décent de mon auguste père en l'Eglise de Sainte-Marie le 23 juillet qui sera aussi le 100^e anniversaire de sa naissance ». Le prince, âgé de 76 ans, vit depuis 1975 en exil aux États-Unis. « Nous sommes à l'aube d'une nouvelle ère. Le désordre règne encore mais la Couronne demeure le symbole le plus reconnu de l'unité de la nation et elle sera un facteur pour promouvoir la stabilité et la paix... La monarchie constitutionnelle est l'unique base commune capable de rassembler tous les partis et toutes les régions. De même, seule la Couronne dispose du prestige et de la capacité de tendre les ponts nécessaires à la reconstruction du pays ».

■ **BRÉSIL** : Tandis que des membres du gouvernement brésilien ont dû abandonner leur portefeuille ministériel, poursuivis pour corruption, la monarchie progresse avec pour cheval de bataille la lutte contre ce mal endémique. Dans un entretien publié récemment par *Paris-Match*, dom Pedro-Gastao d'Orléans et Bragança tempête : « Est-ce que la Constitution du Brésil est aujourd'hui démocratique ? Jamais les pauvres n'ont été si pauvres, ni les riches si riches. Les Brésiliens, si gais naturellement, sont devenus moroses. Ils ne croient plus en leurs dirigeants, ils ne croient plus en leur avenir. Leur argent ne vaut plus rien. Partout règne la malhonnêteté, et ce sont les gouvernants eux-mêmes qui donnent le mauvais exemple ».

■ **GRANDE-BRETAGNE** : Encore un divorce à la Cour d'Angleterre ! Cette fois, c'est le prince Andrew, duc d'York, et son épouse Sarah Ferguson qui se séparent. Une affaire privée qui - bien entendu, outre-Manche - est devenue une affaire d'État avec ses relents de scandale orchestrés par la presse à sensation. Reste que les Britanniques s'interrogent sur cette famille royale admirée comme un mythe qui fraye de plus en plus avec la vie quotidienne des Britanniques. La monarchie est certes le reflet de la nation, le symbole dans lequel chacun doit pouvoir se reconnaître, mais faut-il vraiment qu'elle en incarne aussi les crises ? La question est désormais clairement posée à Londres.

Souvenir

Le shalom de Juan Carlos

D'une manière très solennelle Juan Carlos a voulu commémorer le 5^{ème} centenaire de l'expulsion des Juifs d'Espagne et tourner ainsi une page sombre de l'histoire espagnole.



Dès son avènement en novembre 1975, le roi d'Espagne n'avait qu'un seul désir, devenir le roi de tous les Espagnols après les avoir réconciliés entre eux, et avec leur passé. Par une gestuelle toute royale, c'est-à-dire éminemment symbolique, Juan Carlos a ramené dans le giron de la communauté nationale espagnole les proscrits d'opinion, les exilés politiques, les victimes d'hier... Il leur a ouvert, à tous, les bras d'une nouvelle Espagne, jeune et moderne. Et si dès 1977, la reine Sophie avait assisté à la réouverture de la grande synagogue de Madrid, le contentieux historique entre la communauté juive espagnole et les rois très catholiques n'avait toujours pas été soldé. Ce que des souverains avaient signé, seuls leurs héritiers légitimes pouvaient le révoquer publiquement et solennellement.

Tel est le sens que le roi Juan Carlos et la reine Sophie ont voulu

donner à leur présence le 31 mars dernier en la grande synagogue de Madrid pour commémorer cinquante ans après, jour pour jour, l'expulsion des Juifs d'Espagne par le roi Ferdinand d'Aragon et la reine Isabelle de Castille. Un événement exceptionnel puisque le roi et la reine s'étaient fait accompagner non seulement par le chef du gouvernement espagnol Felipe Gonzalez mais aussi par le président de l'État d'Israël Haïm Herzog, qui a fait coïncider sa première visite à Madrid avec l'anniversaire de l'expulsion (il est ainsi le premier chef d'État étranger reçu par le roi depuis son accident de ski en janvier dernier). Jacques Laredo, président de la Communauté juive de Madrid, David Grebler, président de la Commission nationale juive Sefarad 92, Samuel Toledano, secrétaire général de la Fédération des Communautés Israélites d'Espagne accueillirent le couple royal. Tous

ont souligné que le roi a ainsi « scellé symboliquement la réconciliation de l'Espagne moderne avec sa communauté juive » forte de quelques quinze mille âmes. Avec force, le souverain a voulu tirer un trait sur le décret ignominieux que ses ancêtres avaient promulgué en 1492. « Cela peut paraître paradoxal, a souligné le roi, que nous ayons choisi de commémorer une séparation par une rencontre d'une telle importance, mais l'histoire des peuples, et notamment celle de l'Espagne, est pleine de lumières et d'ombres ». Avec une grande solennité, l'homme qui a restauré la démocratie espagnole, et qui a su s'en porter garant contre tous les dangers qui la menaçaient, a rendu hommage à l'esprit sefardi et a demandé que « plus jamais la haine et l'intolérance ne provoquent la désolation et l'exil ». Ainsi, le roi a-t-il publiquement révoqué l'acte d'expulsion, en insistant pour que les Juifs d'Espagne se sentent désormais en Espagne « dans leur propre maison, dans leur foyer ». Et Juan Carlos de faire écho aux propos du président Herzog appelant au pardon, mais pas à l'oubli, « ce qui compte, ce n'est pas la comptabilité de nos erreurs et de nos réussites, mais la volonté de projeter et d'analyser le passé en fonction de notre avenir ». Un défi que le roi d'Espagne a accepté depuis plus de quinze ans de relever dans la construction d'une Espagne moderne, ouverte sur le monde et tolérante. Il est heureux que la page la plus sombre du V^{ème} Centenaire - célébré cette année en Espagne par les Jeux Olympiques de Barcelone et l'Exposition Universelle de Séville - ait été tournée dignement par la monarchie espagnole. Seul un roi épris de liberté et de justice pouvait accomplir ce geste symbolique.

Stéphane BERN

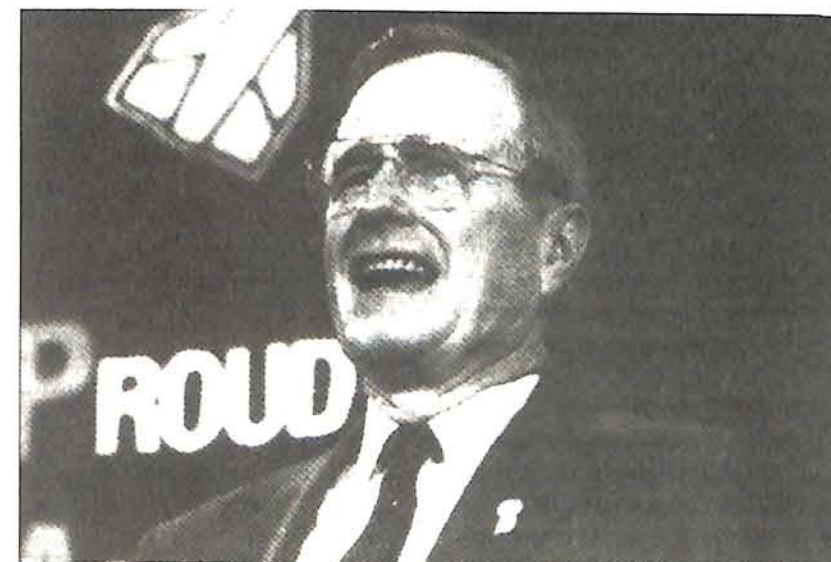
Elections transatlantiques

Clinnock et Kinton

Après Major, Bush ? Peut-on inférer de la poussée travailliste en Grande-Bretagne un succès démocrate aux États-Unis et, inversement, du maintien du premier la réélection du second ?

Sept mois séparent le 9 avril du 2 novembre, dans un cas des élections générales dans un système parlementaire, dans l'autre des élections présidentielles dans un régime présidentiel. Une campagne électorale d'autant plus brève et directe que l'autre est plus longue et pleine de chausse-trappes. Au delà des différences, les deux élections obéissent néanmoins à deux constantes de la vie internationale.

La première concerne les relations spéciales entre Washington et Londres. Depuis 1945, c'est la seconde fois que ces élections se déroulent la même année : en 1964, les travaillistes de Wilson l'emportaient à Londres et Johnson était élu à Washington. Mais que ce soit à un ou deux ans de distance, on est frappé par le parallélisme historique : Truman-Atlee, puis Churchill-Eisenhower, Johnson-Wilson, Nixon-Heath, Callaghan-Carter, avant le couple fameux Thatcher-Reagan, et enfin Bush-Major, les deux fils quelque peu parricides, une version « douce » de leurs prédécesseurs ou un recentrage de la droite, qu'elle soit républicaine ou conservatrice. Cette fois, Bush et Major valent sans doute mieux que leur faible image, en revanche les tendances qu'incarnent leurs adversaires valent mieux que ceux-ci, Clinton et Kinnock à moins que ce ne soient Clinnock et Kinton, caractères de peu de relief largement interchangeables et participant d'un mouvement analogue. Celui-ci étaient déjà perceptible en 1988 mais l'histoire aime prendre son temps et ménager les transitions. Nos deux personnages ont eu le temps eux



■ Le succès des conservateurs en Grande-Bretagne est-il le signe d'une future réélection de Bush aux États-Unis ?

aussi de se positionner, comme on dit, à droite de la gauche, qu'elle soit travailliste ou démocrate.

Une seconde constante qui joue contre Major et Bush est celle déjà décrite dans notre article précédent sur les élections italiennes : la fin du communisme et de la division en deux blocs fragilise les partis qui en avaient fait leur fond de commerce, de même qu'il est souvent impossible au vainqueur de la guerre d'être l'homme de la paix : Churchill se vit préférer Atlee. En l'absence d'ennemi extérieur, l'effet de cohésion ne s'impose plus comme hier et le vote est plus libre.

Ces deux constantes convergent pour rendre le scrutin plus ouvert et le résultat plus incertain. Les deux partis en présence tendent à l'égalité la plus stricte : 50-50, ou s'il y a plus de deux partis, à l'absence de majorité. La transition débouche sur l'indécision.

Certes après un tel bouleverse-

ment dans le monde, quoi de plus naturel qu'une telle phase d'hésitation, d'ajustement, voire d'aphasie politique ? Les choses ne sont pas encore suffisamment décan-

tées, mais on ne voit pas non plus d'où pourrait venir la prise de parole et une nouvelle orientation, qui supposent le risque et l'imagination.

D'autant qu'à l'Ouest, les attelages seront encore pour un temps tirés à hue et à dia avec toujours le même décalage entre nous et le concert transatlantique.

D'élection en élection - d'autant que reste à voir ce que donneront les élections de 1994 en Allemagne et de 1995 en France - il faudra bien attendre au moins trois ans avant que le panorama électoral s'éclaircisse et que vienne peut-être émerger du chaos actuel un nouveau dessein et un langage commun. Les élections américaines qui compteraient dans cette perspective seraient alors celles de 1996. Ce ne seront pas encore celles de novembre prochain.

Yves LA MARCK

Bertrand Renouvin

L'amour discret de la patrie



Le nouveau livre de Bertrand Renouvin

« L'amour discret de la patrie »

Ni livre-programme, ni dissertation savante, le dernier essai de Bertrand Renouvin est plutôt une sorte de conversation tantôt vive, tantôt ironique sur des sujets qui sont d'une brûlante actualité.

C'est aussi un appel à tous ceux qui éprouvent un amour discret de la patrie à se mobiliser pour « sauver la politique ».

BON DE COMMANDE

Nom/Prénom :

Adresse :

Code/Ville :

commande ex. de « L'amour discret de la patrie » au prix de 125 F (prix franco) et joins le règlement à l'ordre de « Royaliste », 17 rue des Petits-Champs 75001 Paris.

Ehsan Naraghi

Des palais du Chah aux prisons de la révolution

● **Royaliste :** Pourriez-vous nous donner un bref aperçu de l'histoire de la monarchie dans l'Iran moderne ?

Ehsan Naraghi : La famille des Pahlavi (celle du dernier souverain) a été précédée par celle des Kadjar, qui a régné depuis le début du 19^{ème} siècle - elle eut alors des relations très intéressantes avec Napoléon - et pendant une partie du 20^{ème} siècle. La monarchie avait alors évolué vers une forme constitutionnelle : en 1906, sous la pression des modernistes, une constitution inspirée de l'exemple belge fut adoptée ; elle s'appuyait sur trois piliers - le clergé, la monarchie et la souveraineté nationale.

Il est important de noter que le clergé chiite, pour qui le roi ne pouvait régner qu'au nom de l'Iman caché, avait beaucoup de peine à accepter une codification des lois : d'où le rôle dévolu à cinq grands religieux, des ayatollahs, qui avaient droit de veto sur les lois qui n'étaient pas conformes aux principes coraniques. Mais cet article de la constitution n'a été vraiment respecté que pendant la première législature.

● **Royaliste :** Pourquoi y a-t-il eu un changement de dynastie ?

E. Naraghi : Dans l'esprit de cette réforme constitutionnelle, des réformes administratives et judiciaires furent effectuées mais l'enseignement ne fit pas de progrès, bien que l'école laïque, importée en Iran par des ressortissants étrangers, ait été l'une des causes de la révolution. En outre, la constitution n'a pas pu fonctionner et la vie politique du pays a été perturbée par le courant révolutionnaire inspiré par la Russie, par la crainte du complot alimentée par une franc-maçonnerie élitiste et trop cosmopolite au goût du pays, et par le fractionnement de la vie parlementaire. D'où une situation d'anarchie

et de conflits internes, l'occupation du pays pendant la première guerre mondiale par les Russes, les Anglais et les Ottomans. Cette situation a assuré le succès de la révolution faite par Reza Chah qui promettait l'ordre et la sécurité.

C'est ainsi que la dynastie Kadjar a été remplacée par celle des Pahlavi qui a promis la modernité et la laïcité - mais sans donner la liberté. Reza Chah, imitant Atatürk, a interdit totalement le voile des femmes - ce qui permet de comprendre l'importance donnée au tchador par Khomeyni. D'autre part, le Chah a modernisé l'économie et les finances avec l'appui des Anglais et, fait notable, a envoyé son fils en Suisse pour qu'il reçoive une éducation européenne.

Après la guerre, le problème de l'intervention étrangère s'est à nouveau posé - qu'il s'agisse de l'influence anglaise ou de l'influence que les Soviétiques exerçaient, d'abord par leur présence militaire dans le nord du pays puis par l'intermédiaire du parti communiste Toudéh. Ce problème a été résolu avec habileté par l'Iran avec l'appui des Américains en 1948. Vous savez qu'en 1951 l'Iran a décidé la nationalisation du pétrole par Mossadegh, qui a été ensuite appelé aux affaires par la Chambre. Mais en 1953 Mossadegh a été chassé par un coup d'État organisé par les Américains et le Chah a pris effectivement le pouvoir : à partir de cette date, l'Iran a connu une dictature qui a duré jusqu'à la révolution khomeyniste. Cette dictature a été soutenue par les États-Unis qui ont, en ce qui concerne l'influence étrangère, remplacé les Anglais.

● **Royaliste :** Cette dictature a précédé à des réformes...

E. Naraghi : Oui. L'une a concerné le vote des femmes et

l'éligibilité des femmes au Parlement, pour faire plaisir aux Américains. L'autre, la réforme agraire, a été à l'origine de l'affrontement entre le Chah et les mollahs. La première offensive des mollahs a porté sur la constitution de 1906, qui accordait un droit de veto aux chefs religieux. Notez bien, à ce propos, que la situation iranienne ne saurait être comparée à ce qui se passe actuellement en Algérie : il y avait dans mon pays ce droit légitime des religieux qui était reconnu par la constitution, et l'existence d'un clergé indépendant de l'État qui trouvait ses ressources dans le don (un cinquième du revenu) que chaque croyant faisait pour assurer le fonctionnement du système clérical.

Donc, Khomeyni a pris une position d'opposition radicale à l'égard du Chah, et a dénoncé notamment

l'influence américaine. Ce qui a abouti à une première insurrection, qui a été écrasée, et Khomeyni a été obligé de s'exiler.

Le Chah a alors cru bon d'insulter les religieux en des termes tels que le directeur de la radio a censuré cette diatribe. A ce moment-là, j'ai écrit un article disant que, avec ces attaques de Sa Majesté, il fallait s'attendre à ce que les religieux chiites déclenchent un mouvement révolutionnaire dans les dix ou quinze années à venir. De fait, le clergé, qui était à l'origine un mouvement réactionnaire, a sorti de l'arsenal chiite tout ce qu'on pouvait trouver comme arguments pour que la religion islamique apparaisse comme une doctrine de contestation sociale et un romantisme révolutionnaire très attrayant. Ce qui fait qu'en quelques années, la religion, qui avait

été abandonnée par la jeunesse, a connu un spectaculaire regain. Les jeunes demandaient des mosquées pour prier, mais ces mosquées devenaient des lieux de contestation.

● **Royaliste :** Comment ce mouvement a-t-il été analysé par le pouvoir ?

E. Naraghi : Les services secrets - la Savak - et les technocrates qui entouraient le Chah ne voyaient pas ce phénomène de contestation parce qu'ils étaient obsédés par le communisme. La Savak était une organisation créée par les Américains, et conçue sur le modèle du KGB, chargée de prévenir une révolution commanditée par l'Union soviétique. Comme c'était une révolution communiste qui était redoutée, les experts préoyaient que, si cette révolution se déclenchait, le clergé soutiendrait immédiatement la monarchie. Ils n'ont pas vu que le clergé constituait la véritable force révolutionnaire, qui se cachait sous un discours libéral et social. Ajoutez à cela que, lorsque le clergé a déclenché les premières manifestations, une répression brutale a provoqué un cycle de manifestations et de violences qui a évidemment avantagé l'opposition religieuse. Mais ces manifestations continuaient à être attribuées à l'opposition communiste, aux soviétiques, alors que les gens du bazar envoyaient dans le même temps des millions à Khomeyni : le pouvoir ne voyait pas qu'il s'agissait d'une révolution religieuse, financée de l'intérieur du pays, par la bourgeoisie elle-même !

● **Royaliste :** C'est dans cette période que vous avez rencontré le Chah...

E. Naraghi : Oui. Le Chah méprisait les intellectuels, et plus encore ceux qui, comme moi, mettaient publiquement en cause le mode de développement technocratique auquel le pays était soumis. Le Chah ne comprenait pas pourquoi tout ce qu'il avait fait pour l'Iran - les routes, les aéroports, toute cette modernisation - pouvait être contesté. Alors, au cours de notre premier entretien, j'ai dit au Chah des choses très dures, puis j'ai essayé de lui montrer ce qui pouvait être fait.

● **Royaliste :** Quelles sont les causes principales de la chute du roi ?

E. Naraghi : Qui a détruit la monarchie en Iran ? les Américains. Qui

a détruit l'idée du roi en Iran ? Les Américains. Dans le mot de roi, il y avait pour les Iraniens une idée merveilleuse, une évocation du beau et du bien, un sens mystique qui venait de l'ancien Iran. Le roi symbolisait toutes les vertus, tout ce que l'homme a de beau dans son cœur. C'est un point que j'ai fait remarquer au Chah : partout des statues, des portraits de lui... Trop de présence, trop d'ingérences avaient fini par le banaliser et le discréditer aux yeux de la population. Le roi m'a reproché alors de parler comme les occidentaux. En guise de réponse, je lui ai fait remarquer que dans le jeu d'échecs, qui a comme vous le savez été inventé en Orient, le mouvement du roi est limité aux cases voisines, alors que les autres pièces ont une bien plus grande liberté de mouvement.

En fait, les Américains avaient fait du Chah, du roi de la tradition persane, un manager, un directeur général de la société d'exploitation de l'Iran, comme je le lui ai dit un jour. Tout le symbolisme de la monarchie a disparu, le Chah se laissant traiter d'égal à égal par les hommes d'affaires américains. Dès lors, on pouvait décider d'en changer comme on change de manager. Par leur inculture, leur naïveté, leur absence de connaissance du pays, leur volonté d'imposer partout le même style de vie, les Américains ont détruit l'idée même du roi.

● **Royaliste :** Vous êtes également très dur pour le Chah et plus encore pour la famille royale...

E. Naraghi : Oui, parce que le Chah a cessé d'être l'incarnation du principe de justice, qui figure parmi les principales vertus de la tradition monarchique persane. Le peuple n'y comprenait plus rien : le Chah n'était plus le symbole des vertus, ni le roi démocrate. Dans l'exil, la famille royale iranienne a commencé à parler du roi d'Espagne - qu'on n'évoquait pas quand elle régnait. Mais le roi d'Espagne est un roi moderne ; c'est le symbole de l'identité du pays, et il incarne pleinement son rôle parce qu'il y croit. Le roi d'Iran ne pouvait être à la fois « l'ombre de Dieu » comme le disait la Constitution, et en même temps être un manager. Il ne pouvait être le roi et laisser sa famille faire des affaires et s'enrichir de façon inouïe. J'en ai fait le reproche au roi, qui était tout étonné : comment, m'a-t-il dit, ma famille ne peut pas

faire des affaires, elle n'est pas comme les autres ? Je lui ai fait remarquer que, dans les cérémonies officielles, les membres de la famille royale passaient avant les ministres - ce qui montrait bien qu'ils n'étaient pas comme les autres, que les privilèges de rang impliquaient des obligations. Mais la famille du Chah voulait les privilèges sans les obligations : la princesse Achraf, sœur du roi, pouvait se permettre de demander 1 million de dollars au Premier ministre pour compenser ses pertes de jeu à Juan-les-Pins. Il va sans dire que ce comportement a été catastrophique pour le régime.

Le drame du Chah a eu pour origine sa faiblesse et sa timidité, qui le plaçaient sous l'influence pernicieuse de sa sœur - influence d'autant plus forte que la princesse Achraf avait aidé le roi pendant les premières années. La révolution est en grande partie le produit de cet homme trop faible et de cette famille trop riche, face à Khomeyni qui était un homme sobre et plein de détermination. C'est ainsi que Khomeyni a abattu le Roi des rois, et conduit le pays à une catastrophe dont il ne se relèvera pas de sitôt.

● **Royaliste :** Peut-on attribuer à la révolution khomeyniste une cause déterminante ?

E. Naraghi : Un jour qu'on m'avait battu en prison, le juge me demanda si je n'avais pas de ressentiment à l'égard de ceux qui me battaient. Je lui ai répondu que non. Chaque fois que le gardien me donnait un coup, je me disais « Qui me le donne ? ». Et je comptais : x% c'est le Chah, x% ce sont les Américains etc. Le pauvre gardien n'y était pour rien ! J'ajoute que les pays occidentaux dans leur ensemble n'ont jamais voulu reconnaître leur responsabilité dans la révolution iranienne : ils ont tout mis sur le dos du Chah, mais celui-ci était leur produit.

Propos recueillis
aux Mercredis de la NAR

BIBLIOGRAPHIE

Ehsan Naraghi est l'auteur d'un livre : « *Des palais du Chah aux prisons de la révolution* », paru chez Balland dans la collection *Le Nadir* dirigée par Jean-Pierre Péroncel-Hugoz. Disponible à notre service librairie au prix de 143 F franco.



« Le Chah avait cessé d'être l'incarnation du principe de justice qui figure parmi les principales vertus de la tradition monarchique... »

Années 30

L'esprit en révolte

Pour tous ceux qui essaient de penser la politique en dehors des catégories figées, les années 30 agissent comme un aimant. La multiplicité des revues y forment un vivier qui paraît presque inépuisable. On s'y penche toujours avec la même avidité.

Les années 30, et l'extraordinaire floraison de revues intellectuelles et littéraires dont elles furent le cadre, marquent une date essentielle dans l'histoire des idées de notre pays. Acteur et témoin de cette épopée de la pensée où, sans sectarisme, les meilleurs esprits essayaient de réinventer la politique, Pierre Andreu avait entrepris de rédiger un ouvrage où se seraient harmonieusement mêlés le souvenir et l'analyse. Malheureusement, une cruelle maladie à l'issue fatale devait l'empêcher de mener à terme son travail.

De ce projet, il ne demeurait qu'un brouillon inachevé, quelques notes attendant d'être reprises et approfondies, mais aussi une mine d'informations. Tout cela allait-il rester au fond d'un tiroir ? Courageusement, les éditions Kimé, dans la collection « Histoire des idées... » dirigée par Pierre-André Taguieff, ont publié cette ébauche sous le titre « Révoltes de l'Esprit ». Un travail plus soutenu de mise en forme en aurait sans doute amélioré la lisibilité, mais nous ne saurions nous montrer trop critique à l'égard de cette entreprise qui nous permet de découvrir ce que, sinon, nous aurions ignoré.

Au fil des pages, sous la plume parfois nostalgique de Pierre Andreu, on retrouve Emmanuel Mounier et « Esprit », Arnaud Dandieu et « L'Or-

dre Nouveau », Thierry Maulnier et « Combat », Jean-Pierre Maxence et les « Cahiers », Jean de Fabrègues et « Réaction », et bien d'autres lieux, et bien d'autres noms, tous animés par cette même volonté de faire dialoguer la jeune droite et la nouvelle gauche pour inventer un futur qui n'eût pas la grisaille du présent. Un spiritualisme sans concession y rencontre souvent un curieux technocratisme, ces deux pôles s'unissant contre le matérialisme approximatif d'une bourgeoisie unanimement honnie.

La guerre et la défaite vinrent boucher l'horizon que ces jeunes intellectuels rêvaient d'élargir à l'infini. Les concepts qu'ils avaient forgé vinrent alimenter la triste rhétorique de la Révolution Nationale. Mais leur esprit trouva un refuge (précaire) dans les premiers Camps de jeunesse et certaines branches de la Résistance. Ils n'eurent pas cependant de réelle postérité, eux-mêmes réorientant bientôt leurs réflexions après l'expérience traumatisante de l'Occupation. Le « moment » années 30 reste pourtant fascinant en lui-même et trouvera sa fécondité dans la curiosité attentive de ceux qui n'ont pas renoncé à penser la politique.

Le volume est complété par différents articles consacrés à l'esprit des années 30, ainsi que par le fameux texte de Raoul Girardet sur « L'héritage de l'Action française » dans les années 50-60.

Patrick PIERRAN

« Révoltes de l'Esprit ». Pierre Andreu. Editions Kimé. 278 p. - Prix franco 158 F.

Pour tous vos achats de livres : Utilisez notre Service librairie » !

Mine de rien

Mémoire du peuple

Pierre Sansot poursuit dans un nouveau livre son évocation de la France. Evoquer, c'est mettre en parole - comme d'autres mettent en musique...



Un auteur, professeur d'anthropologie, est publié aux Presses Universitaires de France dans la collection « Sociologie d'aujourd'hui »... Même si le titre surprend (1) tout semble indiquer l'austérité, l'abstraction ou, du moins, l'enquête en béton.

Apparences trompeuses puisque Pierre Sansot privilégie une approche sensible des êtres et des choses de la vie, riches de souvenirs et d'odeurs, attentive aux moindres signes et savante en cela.

Or c'est bien cette attention aimante qu'il faut pour décrire ces « gens de peu » qui semblent avoir peu de vie et peu d'être et chez lesquels on dit avec condescendance qu'il ne se passe rien. Les Gens de peu, ce ne sont ni les pauvres, objet de sollicitudes plus ou moins désintéressées, ni le prolétariat autrefois appelé à se constituer en « bataillons de fer ». Aussi nombreux soient-ils, « ces gens-là » n'entrent pas dans les représentations imaginaires, ni dans les catégories sociales, et fréquentent peu souvent les manuels d'histoire.

Et pourtant ils passionnent, dès que nous voulons bien nous souvenir que nous en étions, ou que nous les avons côtoyés. Pourquoi en parler au passé ? Parce que le monde a beau-

coup changé, depuis une quarantaine d'années, et que le peuple n'est plus tout à fait le même. Tenez : on ne se débarbouille plus guère dans l'évier des grandes cuisines où la famille se réunissait pour manger, et les éclats des scènes de ménage se perdent dans les moquettes, double-vitrages et autres revêtements insonorisés ; les ivrognes d'aujourd'hui trouvent difficilement des cimetières où cuver (car l'ivrogne ne tombe jamais n'importe où) et le football est devenu ce que nous savons.

Le livre de Pierre Sansot est tout entier consacré à ces habitudes, ces rites, ces fêtes que les importants, appelés naguère bourgeois et devenus voici peu cadres dynamiques et managers performants, considèrent comme des petits riens. Mais les Gens de peu éprouvent les mêmes passions, connaissent les mêmes angoisses, cèdent parfois aux mêmes excès que ceux qui se croient d'une catégorie supérieure. La mondanité bourgeoise n'est qu'un masque posé sur des désirs, des joies, des drames simplement humains. La grande sagesse des Gens de peu est de le savoir. Et le mérite de Pierre Sansot est de nous faire partager, ou de réveiller, une tendresse anthropologique éloignée de l'attendrissement nostalgique comme de la suffisance. Il y a toujours des bistrotts, des bouffes entre copains, des bals du 14 juillet (où le peuple prend corps, comme le dit justement l'auteur), des joueurs de boules...

Le peuple. Il est bon que les politiques se souviennent qu'il est là.

Jacques BLANGY

(1) Pierre Sansot, *Les Gens de peu*, P.U.F. - Prix franco 148 F.

IDÉES

Jean Daniel et le *Nouvel Observateur*

Gérard Leclerc.



Pourquoi choisir « La blessure » (1), ce livre de vie et de raison du directeur du *Nouvel Observateur*, alors que tant d'autres se pressent sur ma table, qui me passionnent tous pour des raisons diverses ? Il y a des sujets que l'on recule de semaine en semaine, parce qu'on craint toujours de n'être pas dignes ou prêts. C'est ainsi que les quatre romans de Pierre Boutang qui ont un rôle tout à fait particulier dans une oeuvre de pareille ampleur me sollicitent depuis plusieurs semaines, après d'ailleurs ce magnifique « Karin Pozzi » dont Luc de Goustine nous entretenait dans notre dernier numéro. Mon rapport singulier à l'auteur de l'*Ontologie du secret* nécessite sans doute ce temps de latence qui ne sera pas encore trop long, j'espère. Et il y a encore beaucoup d'autres ouvrages que je ne nommerai pas (2). Pourquoi donc donner une priorité à Jean Daniel dans cette moisson encore incomplète ?

Pour diverses raisons, dont la première tient au journalisme et à ses soucis de longue et courte distance. Complètement immergé dans une actualité qu'il commente ponctuellement, le directeur du *Nouvel Observateur* a cette supériorité sur beaucoup de ses confrères - et ce n'est pas seulement le privilège d'une longue carrière - de rapporter l'événement à l'histoire, celle qu'il a vécue et celle qu'il a intégrée par passion de la culture. Ainsi, il donne en même temps le ton à l'ensemble de son journal, ce qui constitue dans la presse française presque une exception heureuse. Que de collaborateurs de talent et de mémoire ! Un des derniers disparus, Guy Dumur, constituait un modèle pour le théâtre. Comment, lorsqu'on est soi-même journaliste, ne pas exprimer une sorte de gratitude, même lorsqu'on n'est pas toujours d'accord. Certaines campagnes ont pu me révolter, certains tics m'indisposent encore. Les pires griefs n'ont pas réussi à me détacher d'un hebdomadaire que je lis depuis ses origines avec le même intérêt.

Le *Nouvel Obs* a ses concurrents, éventuellement ses imitateurs, et je pense particulièrement à un autre hebdomadaire où ne manquent ni le talent ni l'imagination. Je n'arrive pas à y mordre ou à m'y attacher durablement, parce que, peut-être, j'ai la phobie de l'esbrouffe et surtout parce qu'y manquent cette profondeur et ce sérieux que je trouve chez Daniel et chez Julliard. Et si j'ai l'éternel regret de ne plus lire mon cher Clavel, beaucoup de papiers restent à la hauteur de ceux que publiait François Furet dans ses années d'assiduité.

Le dernier livre de Jean Daniel m'a donc particulièrement touché parce que j'y trouve à peu près toutes les raisons et les racines qui m'attachent à son journal. En 1961, il se trouve à l'hôpital, grièvement blessé à la suite des affrontements qui ont lieu autour de la base de Bizerte entre Français et Tunisiens, de Gaulle et Bourguiba n'ayant voulu, ni l'un ni l'autre céder. C'est pour celui qui est alors une des figures marquantes de l'*Express* de J.J.S.S., un qui est alors une des figures marquantes de la mort, subit un temps d'épreuve. Il ne passe pas très loin de la mort, subit un nombre impressionnant d'interventions chirurgicales. L'immobilité lui laisse le loisir de la réflexion dans une de ses situations limites le fond de sa pensée, notamment dans ces mois cruciaux de la fin de la guerre d'Algérie. Avez-vous précieux que ces confidences qui ne s'adressent pas directement à des lecteurs et ont pour but de mettre l'écrivain en accord avec lui-même. Le journaliste peut avoir ses préjugés « de gauche », ses admirations, ses liens intellectuels de préférence. Il est d'abord animé de cette sincérité qui est solidaire d'un jugement droit, voire d'une situation existentielle qui rend difficile la fausse systématisation idéologique et l'esprit partisan cultivé jusqu'au paradoxe. L'Algérie française il la connaît pour y être né, pour y avoir ses parents, ses souvenirs d'enfance et de jeunesse. Même si par réalisme politique, il a soutenu toujours la nécessité de la négociation avec le FLN, il comprend mieux que quiconque le déchirement d'Albert Camus. Et l'étrange frénésie d'un Sartre préfaçant « les damnés de la Terre » lui est

complètement étrangère.

L'expérience de l'hôpital, haut lieu de la souffrance humaine, est à ce propos significative. Comment acquiescer à un certain culte de la violence « accoucheuse de l'histoire », lorsqu'on vit quotidiennement cette « mobilisation contre le mal ». Théologiquement, j'aurais à redire contre ce fatalisme, cet acquiescement à l'inexorable que Jean Daniel associe à la Providence mais je ne puis qu'approuver sa morale de compassion : « *Le grand moment de Camus, c'est lorsqu'il découvre l'éthique des terroristes russes. Ceux qui décident de s'abstenir d'assassiner le grand-duc Serge parce que dans le carrosse ils aperçoivent des enfants* ». C'était prendre aussi le parti de Dostoïevski contre toute logique des Possédés et qu'importaient les imprécations de ceux qui criaient à la « morale de Croix Rouge ». Roger Stéphane pouvait rappeler à bon escient le mot de Chesterton : « *Nous sommes aux temps des vérités folles, et dans ces temps, il n'y a rien d'autre à faire que de ne pas devenir fou* ».

De cette période algérienne des carnets, je retiendrai aussi les remarques judicieuses sur les liens qu'entretiennent avec les Arabes dont beaucoup veulent défendre la cause, des intellectuels qui ont souvent le plus grand mal à découvrir en vérité l'autre absolu. Sartre par exemple, encore : pour lui « *L'Arabe est abstrait. Il ne voit en lui que l'opprimé, l'aliéné mais aussi peu positif qu'un juif qui serait délivré du regard de l'antisémite* ». De même pour Raymond Aron, en dépit de son désir de comprendre au-delà des stricts intérêts de la communauté française, la connaissance du monde arabo-musulman n'aura jamais rien de comparable à son intérêt pour la philosophie allemande... Seule une Germaine Tillion échappe à cette abstraction pour rejoindre de toute sa sympathie cette masse humaine dont elle sait la probable « clochardisation ». « *Chez cette ethnologue, ancienne déportée, dont le visage irradie la plus simple et la plus authentique générosité, il n'y a pas de préoccupation politique. Elle va droit à l'essentiel et elle y plante sa tente quoiqu'il arrive* ».

Il y a évidemment beaucoup d'autres choses dans ces pages qui embrassent au-delà même des notes prises dans les années soixante, un ensemble de réflexions très actuelles rassemblées dans une seconde partie à l'enseigne du « temps qui vient ». Mais ces seules remarques importent pour un certain accent, une certaine façon de prendre les événements et d'accueillir les hommes. C'est pourquoi, j'ai toujours lu avec profit les éditoriaux du directeur du *Nouvel Observateur*. Mes plus anciens souvenirs concernent ce qu'il écrivait déjà à propos de la question israélo-palestinienne et qui me semblait parfaitement équilibré et juste. J'en dirai autant de ce qu'il dit aujourd'hui de beaucoup d'affaires brûlantes, avec mesure, compréhension vraie.

Puisqu'il faut choisir, je donnerai écho à ce qu'il exprime de la mélancolie d'un monde qui disparaît et du vertige qui risque de nous saisir : « *A défaut du suicide, ou du regret lancinant qu'un poète espagnol chantait de ne pas être mort pendant la guerre civile, au temps des illusions mais au temps de la foi, il nous reste à apprendre à vivre dans l'instabilité et l'absence de finitude c'est un nouvel âge, une nouvelle ère* ». Mais s'il convient, selon un langage eucharistique, d'« attendre les grappes du temps qui vient », il ne nous est pas interdit à l'image de l'auteur de *La Blessure* de le faire avec fidélité à notre mémoire d'homme.

Gérard LECLERC

(1) Jean Daniel - « La Blessure » suivi de « Le temps qui vient » - Grasset - Prix franco 138 F.

(2) Le lecteur curieux ou pressé pourra sans attendre lire l'ouvrage posthume de François Richet « De la Réforme à la Révolution » (Aubier), la première monographie complète sur « Augustin Cochin » par Fred. E. Schrader (Seuil), dans l'ordre si délicat des rapports entre judaïsme et christianisme les « Leçons paradoxales » d'André Paul (Desclée de Brouwer), enfin, le « Berdaïev » d'Olivier Clément (Desclée de Brouwer).

Rouault Un croyant en enfer

Rouault, cet enfant du peuple né à Belleville pendant la Commune de Paris n'est pas seulement un artiste chrétien mais aussi un peintre de la misère humaine. Pour atteindre le mystère du monde, il lui faut travailler avec labeur la matière. Tout est bon pour lui : la céramique, la gravure, le vitrail ; influence de Daumier et de Toulouse-Lautrec pour le choix des thèmes : les clowns, les prostituées, les juges. Pour cela, il utilise principalement l'aquarelle, la gouache, le fusain et pastel qui facilitent la liberté d'expression. Ce qu'il recherche avant tout, c'est « l'âme des hommes » ; plus ils sont grands et glorifiés plus il craint pour leur âme (lettre à Edouard Schuré).

Son trait est vif et éloquent. Les contours en noir sont marqués, soulignés, appuyés. Les effets joints à la couleur bleu-marron sombre accentuent le côté grotesque des personnages. Nous assistons à un véritable « jeu de massacre » (1905) des formes. Les nus sont copieux, appétissants et dignes d'un maître boucher. Quant à ses paysages, ils respirent un lyrisme apaisant. Deux termes caractérisent le mieux cette peinture : « sobriété et densité » (voir ses Christs). « Vous aimez un art grave et sobre, religieux dans son essence et tout ce que vous ferez sera marqué de ce sceau », propos de Gustave Moreau rapporté par le peintre bien avant que son oeuvre se dévoile. Bien vu ! Petite réserve toutefois : le découpage entre une première période méconnue avant 1920 et une période dite classique (1920-1940). Est-elle pertinente d'un point de vue pictural ? Rien n'est moins sûr.

Hugues BOCQUILLON

L'exposition au centre Pompidou présente la première période mal connue du peintre (1903-1920).

Histoire Talleyrand

Un diable au service de l'État ?

Personnage toujours controversé - et qui a lui-même souhaité cette controverse - Talleyrand, dont la carrière s'étend de Louis XVI à Louis-Philippe, a-t-il été avant tout un arriviste forcené ou un grand serviteur de l'État qui a su faire coïncider ses intérêts avec ceux de son pays ?

Talleyrand (prononcer Talran ou Tailleran) est le titre de ce qui reste de nos jours sans doute la plus complète des biographies de l'évêque d'Autun devenu prince de Bénévent ; elle est l'oeuvre de Georges Lacour-Gayet, publiée en 1928-1934, un travail qui sert toujours de référence et qu'ont réédité les éditions Payot en un impressionnant volume de 1450 pages. Et pourtant, guère de lassitude dans cette lecture, le sujet, il est vrai, ne s'y prêtant guère...

Né sous Louis XV, mort sous Louis-Philippe, Charles Maurice de Talleyrand-Périgord, fils de haute lignée, naît à point nommé en cette année 1754 quand on connaît les bouleversements qui vont se succéder dans les prochaines décennies et la personnalité d'un homme qui laissera derrière lui autant de haine admirative que d'amours trahies. Mais surtout, à l'unanimité, reconnaissons-lui une insatiable soif de vengeance, un cynisme qu'il ne désavouera jamais et une cupidité des plus avides.

Vengeance que le jeune Charles Maurice nourrit très tôt contre son affreux handicap physique, contre ses parents auxquels il reproche un total désintéressement à son égard (c'est du moins ce qu'il mettra souvent en avant - pour se justifier ? - mais G. Lacour-Gayet tient à relativiser ce soi-disant abandon...). Le cynisme de ce grand politique suffoqua autant ses contemporains qu'il laisse encore aujourd'hui le lecteur pantois. Ses maximes ne sont-elles pas célèbres ? : « La parole a été donnée à l'homme pour déguiser sa pensée ». Celui qui



place l'intérêt de la France juste derrière le sien ne se privera pas de leçons de morale : « Pour faire fortune, ce n'est pas de l'esprit qu'il faut, c'est de la délicatesse qu'il ne faut pas ». Et de les appliquer scrupuleusement lui-même !...

Mais n'est-ce pas en effet dans sa jeunesse, voire dans son enfance, que l'on peut trouver bien des explications au comportement peu banal du collaborateur d'autant de régimes ? Que pouvait bien penser le petit Charles Maurice dans la cour du collègue d'Harcourt où il regardait courir ses camarades alors que lui devait rester prisonnier sa vie durant d'une hideuse chaussure orthopédique ? Le malheureux accident de commode dont il fut victime alors qu'il était en nourrice le priva aussi de la carrière des armes à laquelle sa qualité d'ainé le prédestinait. « On me force d'être ecclésiastique, on s'en repentira ! ».

De fait, le haut-clergé se serait bien passé du scandaleux évêque d'Autun. A vingt ans il fréquente avidement les tripots, les lieux de plaisir, ses maîtresses sont connues mais on lui fait prononcer ses vœux, Louis XVI le dote de Saint-Rémi de Reims ; on l'ordonne prêtre, agent général du clergé en France (une charge dont il n'aura cure...).

Elu député aux États Généraux, il commence à faire des ravages, trahissant, détournant, reniant mais toujours pour se mettre dans le sillage de celui qui détient l'avenir. Car là, quel sens politique ! Il ne suit pas passivement l'homme du jour, il en distingue la silhouette bien avant l'aube... pour en quitter l'ombre avant le crépuscule ! Cette clairvoyance explique une telle longévité : cinquante ans de politique active en des temps on ne peut plus troubles où on le sent partout très à l'aise, jamais déconcerté, homme au regard éteint, aux traits immobiles, au rictus sarcastique : « on me croit immoral et machiavélique, je ne suis qu'impassible et dédaigneux ».

Un grand livre d'histoire pour traverser sans encombre en compagnie d'un guide sûr l'une des époques les plus agitées de notre histoire, telle se présente cette biographie. Un homme froid mais plein d'esprit qui perdure dans la tourmente, c'est là la grande singularité de Talleyrand. Un ouvrage volumineux mais vif qui n'hésite pas à remettre en question certaines affirmations des « Mémoires de Talleyrand » (l'auteur n'aurait-il pas été plus que tout autre capable de les arranger à sa manière ?...).

Tels sont les intérêts du Lacour-Gayet à (re)découvrir...

Patrick LEWILLE

Georges Lacour-Gayet - « Talleyrand », préface de François Furet - Editions Payot - 1454 pages - Prix franco 415 F.

Action royaliste

Au coeur des couleurs, l'égalité

Le 17 mai prochain, pour la troisième année consécutive, se tiendra au Petit-Quevilly dans la banlieue de Rouen une fête antiraciste intitulée « Au coeur des couleurs, l'égalité ». Comme chaque année, la N.A.R. y sera présente et notre stand, comme tous les ans, ne passera pas inaperçu !



■ Entre celui du Parti socialiste et celui de la Ligue des Droits de l'Homme, un stand très remarqué : le nôtre !

Mais cette année, tout particulièrement, nous aurons besoin de l'aide et de la participation active de nos adhérents et sympathisants. En effet, notre délégué départemental Philippe Cailleux s'est vu confier la responsabilité de l'organisation générale de la fête et, de ce fait, sera moins disponible pour assurer le fonctionnement de notre stand.

Nous lançons donc un appel aux bonnes volontés, non seulement en Seine Maritime mais aussi dans les départements voisins.

Trois façons de nous aider : d'abord en aidant à la vente des vignettes de participation qui servent à la fois de ticket d'entrée et de financement à la fête, ensuite en venant en famille ou avec des amis le 17 mai, enfin en nous proposant votre aide pratique pour deux ou trois heures le jour de la fête afin d'assurer les tâches matérielles indispensables.

Faites vos offres de service auprès de Philippe Cailleux - B.P. 6 - 76240 Le Mesnil Esnard ou par téléphone au 35.80.32.88.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

MARDI 21 AVRIL

de 19 h à 19h30

sur FRANCE-CULTURE Émission AGORA

Olivier Germain-Thomas reçoit
Bertrand RENOUVIN
pour son livre

« L'amour discret de la patrie »

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 24 F).

● **Mercredi 22 avril** - La construction politique de l'Europe est une chose étrange. Par rapport aux enjeux, l'absence de débat dans notre pays aura été sidérante. Comme si l'aspect volontariste de cette construction s'effaçait au profit d'une fatalité qui s'abattrait sur tout un chacun. **Jean-François BENSACHEL**, dans « La France ou la souveraineté menacée », pose enfin de vraies questions sur l'Europe et lance un débat sur le rôle que peut y jouer la France. Il questionne, s'interroge et en même temps s'inquiète ; et il y a de quoi !

● **Mercredi 29 avril et mercredi 6 mai** - Pas de réunion en raison des congés scolaires.

PRINCESSE CHANTAL

A la demande de nombreux lecteurs nous avons édité en tiré-à-part le discours prononcé par la princesse Chantal le 21 février (et qui a déjà été publié dans Royaliste n° 575). Prix franco 5 F.

DOSSIERS

Regroupant par thème des articles de *Royaliste*, nous avons édité des petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Déjà parus : « Immigration et citoyenneté » et « Éducation ». Chaque dossier au format 21x29,7 cm comporte une vingtaine de pages et est vendu au prix de 14 F franco.

Parallèlement nous avons publié une brochure rassemblant tous les textes votés par les congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991. C'est un outil indispensable pour mieux comprendre notre mouvement et ses choix politiques. Brochure de 20 p. qui comporte un calendrier des différents congrès et une table des sujets traités par mots clés. Tarif (prix franco) : 1 ex. 14 F - 5 ex. 54 F - 10 ex. 68 F.

Pour les onze mois qui restent

D'abord ceci, qu'il ne faudra pas oublier : Edith Cresson n'a pas démérité. Victime de l'acharnement médiatique, et surtout de la campagne de dénigrement et de déstabilisation menée par certaines personnalités et certains groupes socialistes, elle a lutté avec ténacité sur tous les fronts sans qu'on lui laisse le temps d'accomplir sa tâche. Sa fidélité à l'esprit de la Résistance, le souci qu'elle avait du développement industriel de notre pays, son aversion pour la gauche mondaine suscitaient, au moins, l'estime. D'ailleurs, les partis de la droite classique ont mené une opposition digne et mesurée, toujours respectueuse de la personne du Premier ministre. A son départ, les mines de carnassiers repus de certains membres de son gouvernement et la joie de Laurent Fabius n'en n'étaient que plus indécentes.

QUOI DE NEUF ?

Fidélité, dignité, mesure... J'entends d'ici ricaner les contempteurs du « moralisme ». Comme si les citoyens tenaient l'efficacité pour le seul critère du bon gouvernement, sans prêter attention à la manière d'être - surtout lorsque les professeurs de vertu sont aux affaires. Je l'ai dit cent fois depuis 1981 : la gauche périra par manque de grandeur, au sens gaullien du terme, et ceux qui lui ont fait confiance lui reprocheront autant ses échecs pratiques que le souverain mépris manifesté par trop de ses dignitaires. Edith Cresson, c'était aussi la cousine pauvre de province qui occupe soudain la place d'honneur à la table des maîtres... Du haut en bas de la société politique, et singulièrement dans la majorité présidentielle, il y a beaucoup de cousines et de cousins pauvres.

On trouvera que j'exagère et il sera facile d'opposer à cette vision subjective de solides raisons politiques et techniques qui permettront d'expliquer

le changement de Premier ministre. Les socialistes n'ont-ils pas connu de cinglantes défaites en mars ?

Les prochaines échéances ne justifient-elles pas le recours à un traitement de choc ? Sans aucun doute. Mais les responsabilités de Pierre Bérégovoy dans les embarras du précédent gouvernement et dans le recul socialiste ne sont pas moins grandes que celles d'Edith Cresson.



Alors pourquoi lui ? Parce qu'il inspire confiance. En quoi ? Je ne saurais vous le dire. Quant au nouveau gouvernement, il vaut ce que valait l'ancien : beaucoup de bons serviteurs de l'État (Élisabeth Guigou, Martine Aubry, Jean-Louis Bianco...), des promus qui méritaient de l'être (Michel Vauzelle), un futur traître au moins (Jean-Marie Rausch) qui, depuis 1988, étale dans les limousines sa jouissance cynique. Où est la nouveauté ? Dans la jeunesse, nous dit-on, dans le style, dans l'audace dont Bernard Tapie ferait l'époustouflante synthèse. Quant à ce personnage, Roland Castro a dit l'essentiel : nommer cet aventurier ministre de la Ville, c'est confondre la tâche ministérielle et le « travail d'image » - ici réduit à un « instantané médiatique » -, c'est confondre l'esprit d'entreprise et l'activité méprisable d'un « prédateur » notoire, c'est sacrifier une politique tardivement entreprise mais solidement conduite par Michel Delebarre à des mises en scè-

nes débilés. Le choix de Pierre Bérégovoy est inexcusable.

Mais le programme du gouvernement ? Pas plus que pour les précédents, nous ne le jugerons à partir du pénible exercice de (mauvais) style que constitue une déclaration de politique générale. Observons seulement qu'il y a plus de continuité que d'innovation (sur l'emploi et sur la politique économique annoncée), que le temps manquera pour que les déclarations sur la vertu (la lutte contre la corruption) et sur la sécurité publique soient suivies d'effets... L'électrochoc annoncé n'a pas eu lieu.

SOLITUDES

Pour les onze mois qui restent, nous aurons un honnête homme trop sage là où il faudrait un amateur de tempêtes, un gouvernement refondu sans être renforcé, de bonnes intentions, des distributions utiles et des concessions douteuses là où il faudrait, je le répète, une révolution culturelle. On ne soigne pas les dépressions nerveuses avec des baisses de T.V.A. ; on ne dissipera pas le trouble identitaire en promenant dans des banlieues anxigènes un voyou milliardaire ; on ne rassemblera pas la majorité présidentielle - si tant est que cette expression ait encore un sens - autour de MM. Rausch et Zuccarelli. Voici le Parti socialiste seul, comme il l'a toujours souhaité - seul devant la défaite annoncée. Voici M. Bérégovoy prêt à succomber dans l'estime générale au mois de mars prochain. Et voici les Français contraints de choisir, faute de véritable projet, entre la régression « verte », l'hystérie national-populiste ou la médiocrité d'une droite qui n'a pas su repenser sa tradition ni renouveler ses dirigeants.

Cette situation est la nôtre, et celle de l'Europe toute entière : alors que nous sommes dans une période de mutations, aucune force politique démocratique n'est capable de susciter une espérance et bien peu de chefs d'État et de gouvernements sont en mesure de donner des repères. Prenons garde : la séduction terrible de l'idéologie totalitaire est qu'elle semble redonner à la vie son authenticité, un sens à l'aventure, et des certitudes aux esprits éperdus.

Bertrand RENOUVIN